



Arrêt

n° 198 950 du 30 janvier 2018
dans l'affaire X / III

En cause : 1. X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître S. VAN ROSSEM
Violetstraat 48
2060 ANTWERPEN

Contre :

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la
Simplification administrative

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA III^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 19 mai 2015 par X, X, X, X, ainsi que X, représentée par son père, X, qui déclarent être de nationalité macédonienne, tendant à la suspension et l'annulation de la décision, prise le 24 mars 2015, déclarant irrecevable une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après « *la loi du 15 décembre 1980* », ainsi que des ordres de quitter le territoire délivrés le même jour aux quatre premières parties requérantes.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 25 septembre 2017 convoquant les parties à l'audience du 20 octobre 2017.

Entendu, en son rapport, Mme M. GERGEAY, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me A. HAEGEMAN *loco* Me S. VAN ROSSEM, avocat, qui comparaît pour les parties requérantes, et Me A. DETOURNAY *loco* Me F. MOTULSKY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Les deux premières parties requérantes sont arrivées ensemble en Belgique, le 15 octobre 2010, accompagnées de l'un de leurs enfants majeur, à savoir la quatrième partie requérante, ainsi que de leur petite-fille, soit la cinquième partie requérante, mineure d'âge.

Elles ont de la sorte rejoint la troisième partie requérante, arrivée en Belgique le 6 octobre 2008, père de la cinquième partie requérante. La troisième partie requérante, qui avait introduit une demande d'asile en Belgique, s'est finalement désistée de son recours introduit à cet égard devant le Conseil de céans, ce qui a été constaté dans un arrêt n° 73 045 du 11 janvier 2012.

Les première, deuxième, et quatrième parties requérantes ont introduit, le 20 octobre 2010 en Belgique, des demandes d'asile, qui se sont clôturées négativement par des arrêts n^{os} 73.038 et 73.047 du 11 janvier 2012, constatant également leur désistement d'instance.

1.2. Le 1^{er} août 2011, les première, deuxième et quatrième parties requérantes ont introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980.

Le 28 novembre 2011, les mêmes parties, ainsi qu'un autre membre de la faille [S.], ont introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980 en raison de l'état de santé de la deuxième partie requérante.

La demande précitée, introduite sur la base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980, a été déclarée recevable par une décision de la partie défenderesse du 11 janvier 2012.

Cependant, le 10 août 2012, elles ont introduit une nouvelle demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980 toujours en raison de l'état de santé de la deuxième partie requérante.

Cette deuxième demande a été déclarée irrecevable par une décision de la partie défenderesse du 28 septembre 2012, prise sur la base de l'article 9ter, §3, 4^o de la loi du 15 décembre 1980.

Le 10 décembre 2012, la partie défenderesse a déclaré non-fondée la première demande, qui avait été introduite sur la base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980 le 28 novembre 2011.

Par un arrêt n°188 169 du 9 juin 2017, le Conseil a rejeté le recours en annulation qui avait été introduit à l'encontre de la décision précitée.

Le 27 décembre 2012, la partie défenderesse a pris des ordres de quitter le territoire-demandeur d'asile à l'encontre de chacune des deux premières parties requérantes

Le 21 mars 2013, la partie défenderesse a déclaré irrecevable la demande d'autorisation de séjour qui avait été introduite le 1^{er} août 2011 sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980.

Le même jour, elle a pris, à l'encontre des deux premières parties requérantes, un ordre de quitter le territoire avec interdiction d'entrée de trois ans. La partie défenderesse a pris, le 9 août 2013, les mêmes décisions à l'encontre de la quatrième partie requérante.

Dans l'entretemps, soit le 23 avril 2013, la partie défenderesse a pris à l'encontre de la troisième partie requérante un ordre de quitter le territoire-demandeur d'asile qui fera l'objet d'un nouveau délai, jusqu'au 30 juin 2013. La deuxième partie requérante a apparemment également bénéficié d'une même prolongation.

Le 14 juin 2013, les parties requérantes, ainsi que [S.], ont introduit une troisième demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980, une nouvelle fois en raison de l'état de santé de la deuxième partie requérante, mais en outre de celui de la troisième partie requérante.

Ladite demande a été déclarée irrecevable par une décision de la partie défenderesse prise le 9 août 2013. Un ordre de quitter le territoire a été pris le même jour à l'encontre des deux premières parties requérantes.

Le recours en annulation introduit à l'encontre de la décision et des ordres de quitter le territoire précités a été rejeté un arrêt n° 118 343 prononcé par le Conseil le 4 février 2014.

Le 5 septembre 2013, les parties requérantes et [S.] ont introduit une quatrième demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980, en raison de l'état de santé des deuxième et troisième parties requérantes.

Cette demande a été déclarée irrecevable par deux décisions de la partie défenderesse du 25 septembre 2013, l'une prise relativement à l'état de santé de la deuxième partie requérante, sur la base de l'article 9ter, §3, 5° de la loi du 15 décembre 1980, et l'autre relativement à celui de la troisième partie requérante, sur la base de l'article 9ter, §3, 4° de la loi du 15 décembre 1980.

Par un courrier du 18 novembre 2013, les parties requérantes et [S.] ont introduit une cinquième demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980 toujours en raison de l'état de santé des deuxième et troisième parties requérantes. Le 20 mars 2014, elles ont été informées de ce qu'aucune suite n'y sera réservée en raison d'un défaut de signature. Ladite demande sera donc adressée une nouvelle fois, signée, le 28 mars 2014.

1.3. Le 1^{er} avril 2014, les mêmes personnes ont introduit une sixième demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980, en raison de l'état de santé des deuxième et troisième parties requérantes.

Le 12 août 2014, les parties requérantes ont déclaré introduire une nouvelle demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980, pour la troisième partie requérante.

Le 24 mars 2015, la partie défenderesse, statuant sur les demandes d'autorisation de séjour introduites « le 01.04.2014 et 12.08.2014 », envisagées comme une seule demande, déclare celle-ci irrecevable à l'égard des parties requérantes, en ce qu'elle concerne l'état de santé de la troisième partie requérante.

Cette décision, qui constitue le premier acte attaqué, est motivée comme suit :

« Article 9ter §3 – 5° de la loi du 15 décembre 1980, comme remplacé par l'Art 187 de la loi du 29 décembre 2010 portant des dispositions diverses, tel que modifié par la Loi du 8 janvier 2012 (MB 06.02.2012) ; les cas visés à l'article 9bis, § 2, 1° à 3°, ou si des éléments invoqués à l'appui de la demande d'autorisation de séjour dans le Royaume ont déjà été invoqués dans le cadre d'une demande précédente d'autorisation de séjour dans le Royaume sur la base de la présente disposition.

En dates du 28.09.2012 et 25.09.2013, l'Office des Etrangers a rendu des décisions négatives concernant les demandes d'autorisation de séjour de Monsieur [le troisième requérant].

A l'appui de sa nouvelle demande d'autorisation de séjour, Monsieur [le troisième requérant] fournit des certificats médicaux datés respectivement du 31.03.2014 et 31.07.2014. Or, il ressort de l'avis médical remis par le médecin de l'OE en date du 18.03.2015 que l'état du requérant demeure inchangé et que les certificats médicaux du 31.03.2014 et 31.07.2014 ne mettent en évidence aucun nouveau élément diagnostique et thérapeutique.

Rappelons par ailleurs que la décision du 28.09.2012 développe avec minutie les raisons du rejet de sa demande. Considérant que, le ministre ou son délégué déclare les éléments invoqués irrecevables dans les cas visés à l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, introduit par l'article 5 de la loi du 8 janvier 2012 modifiant la loi du 15 décembre 1980 invoqués à l'appui de la demande d'autorisation de séjour dans le Royaume ont déjà été invoqués dans le cadre d'une demande précédente d'autorisation de séjour dans le Royaume sur la base de la présente disposition. Considérant que Monsieur [le requérant] n'apporte aucun nouvel élément, la demande fusionnée est dès lors irrecevable ».

Le même jour, la partie défenderesse a pris un ordre de quitter le territoire à l'encontre de chacun des quatre premières parties requérantes.

L'ordre de quitter le territoire pris à l'encontre de la troisième partie requérante, et de sa fille, soit la cinquième partie requérante, est motivé comme suit :

« L'ordre de quitter le territoire est délivré en application des articles suivants de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :

[...]

- En vertu de l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° de la loi du 15 décembre 1980, il demeure dans le Royaume
- sans être porteur des documents requis par l'article 2 :
L'étranger n'est pas en possession d'un passeport revêtu d'un VISA valable.

[...]

En application de l'article 74/14, §3 de la loi du 15 décembre 1980, le délai pour quitter le territoire est diminué à 7 jours car :

4° le ressortissant d'un pays tiers n'a pas obtempéré dans le délai imparti à une précédente décision d'éloignement : sa demande de reconnaissance du statut de réfugié et de protection subsidiaire a été refusée par le Conseil du Contentieux des Etrangers en date du 13.01.2012. Un ordre de quitter le territoire lui a été notifié le 26.04.2013. [Le troisième requérant] n'apporte pas la preuve qu'il aurait quitté le territoire dans les délais impartis.

[...] ».

Il s'agit du deuxième acte attaqué.

L'ordre de quitter le territoire pris à l'encontre de la deuxième partie requérante, et qui constitue le troisième acte attaqué, est motivé comme suit :

« L'ordre de quitter le territoire est délivré en application des articles suivants de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :

[...]

- En vertu de l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° de la loi du 15 décembre 1980, il demeure dans le Royaume
- sans être porteur des documents requis par l'article 2 :
L'étrangère n'est pas en possession d'un passeport revêtu d'un VISA valable.

[...]

En application de l'article 74/14, §3 de la loi du 15 décembre 1980, le délai pour quitter le territoire est diminué à 7 jours car :

4° la ressortissante d'un pays tiers n'a pas obtempéré dans le délai imparti à une précédente décision d'éloignement : sa demande de reconnaissance du statut de réfugiée et de protection subsidiaire a été refusée par le Conseil du Contentieux des Etrangers en date du 13.01.2012. Un ordre de quitter le territoire lui a été notifié le 02.01.2013. [La deuxième requérante] n'apporte pas la preuve qu'elle aurait quitté le territoire dans les délais impartis.

[...] ».

L'ordre de quitter le territoire, pris à l'encontre de la première partie requérante, et qui constitue le quatrième acte attaqué, est motivé comme suit :

« L'ordre de quitter le territoire est délivré en application des articles suivants de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :

[...]

- En vertu de l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° de la loi du 15 décembre 1980, il demeure dans le Royaume
- sans être porteur des documents requis par l'article 2 :
L'étranger n'est pas en possession d'un passeport revêtu d'un VISA valable.

[...]

En application de l'article 74/14, §3 de la loi du 15 décembre 1980, le délai pour quitter le territoire est diminué à 7 jours car :

4° le ressortissant d'un pays tiers n'a pas obtempéré dans le délai imparti à une précédente décision d'éloignement : sa demande de reconnaissance du statut de réfugiée et de protection subsidiaire a été refusée par le Conseil du Contentieux des Etrangers en date du 13.01.2012. Un ordre de quitter le territoire lui a été notifié le 02.01.2013. [Le premier requérant] n'apporte pas la preuve qu'elle aurait quitté le territoire dans les délais impartis.

[...] ».

L'ordre de quitter le territoire pris à l'encontre de la quatrième partie requérante, et qui constitue le cinquième acte attaqué, est motivé comme suit :

« L'ordre de quitter le territoire est délivré en application des articles suivants de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :

[...]

o En vertu de l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° de la loi du 15 décembre 1980, il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2 :

L'étranger n'est pas en possession d'un passeport revêtu d'un VISA valable.

[...]

En application de l'article 74/14, §3 de la loi du 15 décembre 1980, le délai pour quitter le territoire est diminué à 7 jours car :

4° le ressortissant d'un pays tiers n'a pas obtempéré dans le délai imparti à une précédente décision d'éloignement : sa demande de reconnaissance du statut de réfugié et de protection subsidiaire a été refusée par le Conseil du Contentieux des Etrangers en date du 13.01.2012. Un ordre de quitter le territoire lui a été notifié le 26.04.2013. [Le quatrième requérant] n'apporte pas la preuve qu'il aurait quitté le territoire dans les délais impartis.

[...] ».

1.4. Le 2 avril 2015, la partie défenderesse, statuant toujours sur les demandes d'autorisation de séjour introduites « le 01.04.2014 et 12.08.2014 », envisagées comme une seule demande, a déclaré celle-ci irrecevable à l'égard des parties requérantes, mais en ce qu'elle concerne l'état de santé de la deuxième partie requérante cette fois.

Contrairement à ce qu'indique la partie défenderesse en termes de note d'observations, cette décision n'est pas entreprise par le présent recours.

1.5. Le 13 octobre 2017, le recours introduit à l'encontre de la décision prise le 25 septembre 2013, relative à l'état de santé de la troisième partie requérante, a fait l'objet d'un arrêt n° 193 674, par lequel le Conseil a fait application de l'article 39/68-3, §2 de la loi du 15 décembre 1980, après avoir constaté le caractère pendant du présent recours, et l'absence de démonstration par les parties d'un intérêt au recours, le conseil des parties requérantes s'étant déclaré sans instruction quant à ce. En conséquence, le Conseil a prononcé le désistement du recours.

2. Exposé du moyen d'annulation.

Les parties requérantes prennent un moyen unique, libellé comme suit :

« ENIGE ERNSTIG MIDDEL: Schending van artikel 9 ter van de vreemdelingenwet. artikel 62 van de vreemdelingenrecht schending van artikel 7 van het K.B. van 17 MEI 2007. -Koninklijk besluit tot vaststelling van de uitvoeringsmodaliteiten van de wet van 15 september 2006 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, schending van de beginselen van behoorlijk bestuur: de motiveringsverplichting zoals bepaald in de wet van 29.07.1991, het redelijkheidsbeginsel en het zorgvuldigheidsbeginsel

Dienst vreemdelingenzaken meent dat de regularisatieaanvraag op basis van medische redenen van verzoekers d.d. 01.04.2014 en 12.08.2014 artikel 9 ter, onontvankelijk is.

Redenen:

[voir supra, point 1.3 du présent arrêt]

Dat integendeel tot wat door DVZ werd beslist de aanvraag van verzoekers geenszins als onontvankelijk kan worden beschouwd. Verzoekers kunnen zich absoluut niet akkoord verklaren met deze beslissing en wensen het volgende te benadrukken:

1. Met betrekking tot de nieuwe aanvraag van verzoekers

Verzoekers kunnen zich absoluut niet akkoord verklaren met de onontvankelijkheidsbeslissing van DVZ en al helemaal niet met de motivering!

Immers, verzoekers dienden reeds eerdere aanvragen in, daarbij voegden zij verschillende medische getuigschriften.

Op 09.12.2013 nam DVZ een negatieve beslissing m.b.t. de aanvraag van verzoekers. Verzoekers konden zich hier niet mee akkoord verklaren en gingen in beroep.

Dit beroep is momenteel nog lopende.

Verzoekers dienden gezien de ernst van de aandoening een nieuwe aanvraag in, dd. 01.04.2014 en 12.08.2014 die bevestigt dat de aandoening van verzoeker nog steeds zeer ernstig is.

Verwerende partij weigert dit echter te onderzoeken en verwijst naar de eerdere beslissing.

Dat dit werkelijk onbegrijpelijk is!

De eerdere beslissing erkent immers de aandoening van verzoeker. Doch de arts-attaché achtte de aandoening niet ernstig genoeg om een ernstige bedreiging voor het leven van verzoeker te vormen en weigerde de situatie in Macedonië te onderzoeken.

Nu verzoekers een nieuwe aanvraag indienden, waaruit duidelijk blijkt dat verzoeker niet alleen nog altijd ernstig ziek is, maar ook de ernst van de aandoeningen specifiek erkend wordt, weigert verwerende partij deze zelfs in overweging te nemen!

Dat dit dan ook een flagrante schending uitmaakt van het redelijkheidsbeginsel!

Professor Suetens geeft de volgende omschrijving m.b.t. het redelijkheidsbeginsel: "wanneer het bestuursorgaan op évidente wijze een onjuist gebruik van zijn beleidsvrijheid heeft gemaakt, maw wanneer het bestuur kennelijk onredelijk heeft gehandeld." 1

Daar waar men in de eerste aanvraag de aandoening van verzoeker erkent, doch weigert de situatie in het land van herkomst grondig te onderzoeken, weigert men de tweede aanvraag van verzoeker in overweging te nemen omwille van het feit dat de gezondheidstoestand van verzoeker ongewijzigd zou zijn. Dat dit kennelijk onredelijk is.

De bestreden beslissing vermeldt het volgende: "Il ressort de l'avis médical remis par le médecin de l'OE en date du 18.03.2015 que l'état du requérant demeure inchangé et que les certificats médicaux du 31.03.2014 et 31.07.2014 ne mettent en évidence aucun nouveau élément diagnostique et thérapeutique. »

Verzoeker lijdt aan ernstige psychotische episodes, met sociaal isolement waarbij familiale supervisie aangewezen is, hetgeen erkend werd en wordt door de behandelende geneesheer.

Dat dit een aandoening is die langdurig behandeld dient te worden. Dat verzoeker, meer dan een jaar na het indienen van de initiële aanvraag nog steeds behandeld wordt en er geen beterschap. Verzoeker is tot op heden ernstig en ongeneeslijk ziek!

Bovendien werd de aanvraag van verzoekers, in tegenstelling tot wat verwerende partij stelt, geenszins 'minutieus' behandeld. Het medisch advies dd. 24.09.2013 stelt louter dat de aandoeningen spontaan zouden evolueren in gunstige zin en vermeldt geen enkel onderzoek naar de behandelingsmogelijkheden in Macedonië.

Dat dit geenszins een 'minutieus' onderzoek kan uitmaken!

Bovendien weigerde de arts-attaché te onderzoeken of de aandoeningen van verzoeker kunnen leiden tot een mensonterende behandeling in het land van herkomst.

Een aandoening die behandelbaar is in België kan uiteraard wel een mensonterende behandeling in het land van herkomst inhouden.

Het is dan ook onaanvaardbaar dat verwerende partij dit niet onderzoekt!

Keer op keer dienen beslissingen van DVZ vernietigd te worden doordat verwerende partij weigert de situatie in het land van herkomst te onderzoeken.

Hoe dikwijls dient verwerende partij erop gewezen te worden dat men bij een aandoening die behandeld kan worden in België uiteraard dient te onderzoeken of deze geen reëel risico inhoudt op een onmenselijke of vernederende behandeling in het land van herkomst?!

Dit werd ook bekrachtigd door verscheidene arresten van uw Raad.

Arrest nr. 92 397 van 29 november 2012 stelt het volgende:

" Aldus blijkt dat de ambtenaar- geneesheer door enkel te onderzoeken of de aandoeningen direct levensbedreigend zijn, in de zin dat er sprake is van een kritieke gezondheidstoestand of een vergevorderd stadium van de ziekte, zonder verder onderzoek naar de mogelijkheden van een behandeling in het land van herkomst, de rechtspraak van het EHRM inzake artikel 3 van het EVRM bij de verwijdering van zieke vreemdelingen te beperkend interpreteert "

Uiteraard is de kortste weg naar een negatieve beslissing stellen dat er geen behandeling nodig is maar zowieso dient men een correct, individueel en grondig onderzoek te voeren in het dossier van verzoeker.

Ook arrest nr. 108 656 van 28.08.2013 is zeer duidelijk:

"Daargelaten de vraag of verweerder terecht heeft vastgesteld dat verzoeker niet lijdt aan ziekte die een reëel risico voor haar leven of fysieke integriteit inhoudt, dient te worden vastgesteld dat het gegeven dat niet werd nagegaan of de aangehaalde medische aandoening van de verzoeker een reëel risico inhoudt op onmenselijke of vernederende behandeling doordat er geen adequate behandeling beschikbaar is in het land van herkomst strijdig is met de hierboven vermelde artikel 9ter, §1, eerste lid van de vreemdelingenwet dat dit aspect expliciet voorziet. "

Zelfs indien men vindt dat verzoeker geen nieuwe elementen aanhaalt, dient men de situatie in het land van herkomst te onderzoeken op moment van terugkeer.

Uit voorgaande rechtspraak blijkt reeds duidelijk dat, zelfs indien de aandoening in België niet levensbedreigend is, men nog steeds dient te onderzoeken of dit in het land van herkomst ook zo is! Verwerende partij weigert dit te onderzoeken!

Dat dit een schending uitmaakt van het redelijkheidsbeginsel en de aanvraag van verzoeker dus wel degelijk ontvankelijk verklaard diende te worden!

Dat DVZ het vertrouwensbeginsel op deze manier flagrant schendt! DVZ dient de actuele beschikbaarheid te onderzoeken!

Het vertrouwensbeginsel houdt in dat een partij mag vertrouwen op uitlatingen en uitgaan van gedragingen van de wederpartij.

2. Aangaande de situatie in Macedonië

Verzoeker is een vreemdeling die aan een ernstige ziekte lijdt en niet kan terugkeren naar zijn land van herkomst.

Toch is er in de beslissing niets terug te vinden over de beschikbaarheid en de toegankelijkheid van deze medicijnen in Macedonië.

DVZ faalt erin om dit te onderzoeken!

Dat het bijgevolg onbegrijpelijk is voor verzoeker waarom DVZ de beschikbaarheid van deze medicatie in het land van herkomst niet onderzoekt.

DVZ heeft dus nagelaten om de situatie in het land van herkomst te onderzoeken en stelt zonder onderzoek en zonder concrete elementen dat de aanvraag geweigerd dient te worden.

Verzoeker begrijpt niet waarom DVZ weigert rekening te houden met ALLE elementen die hij aanhaalt in zijn verzoekschrift!

Het lijkt alsof DVZ er enkel op gericht is om een redenen te zoeken om de situatie in het land van herkomst niet te moeten onderzoeken of aanvragen te weigeren. Dat dit dan ook onredelijk is en men de intentie van een aanvraag om medische redenen volledig naast zich neerlegt.

Dit is geen grondig onderzoek! Dit wordt eveneens bevestigd in het arrest nr. 108 524/11 van uw Raad:

"Het Hof heeft dus geenszins uitgesloten dat ernstige aandoeningen, hetzij van geestelijke, hetzij van fysieke aard, een schending kunnen uitmaken van artikel 3 van het EVRM indien er geen behandeling voorhanden is in het land van herkomst waardoor deze aandoeningen alsnog op korte termijn zullen evolueren naar acute levensbedreiging. In tegenstelling tot wat de verwerende partij beweert, blijkt uit de rechtspraak van het EHRM inzake de verwijdering van zieke vreemdelingen dat het Hof, bij zij beoordeling inzake artikel 3 van het EVRM, geenszins als absolute voorwaarde stelt dat de graad van ernst van de aandoening of de ziekte 'levensbedreigend' dient te zijn 'gezien de kritieke gezondheidstoestand of het zeer vergevorderd stadium van de ziekte.'

Uw Raad heeft zich reeds duidelijk uitgesproken over deze kwestie.

Arrest nr. 105 052 van 14.06.2013 stelt immers het volgende:

"Aldus blijkt dat de ambtenaar-geneesheer door enkel te onderzoeken of de aandoeningen direct levensbedreigend zijn, in de zin dat er sprake is van een kritieke gezondheidstoestand of een vergevorderd stadium van de ziekte, zonder verder onderzoek naar de mogelijkheden van een behandeling in het land van herkomst, de rechtspraak van het EHRM inzake art 3 van het EVRM bij verwijdering van zieke vreemdelingen, te beperkend interpreteert.

Uit het hierboven gestelde blijkt dat de arts-adviseur door enkel te onderzoeken of de aandoening levensbedreigend is, in strijd met artikel 9ter, §1, eerste lid van de Vreemdelingenwet niet nagegaan is of er geen sprake is van een ziekte of aandoening die een reëel risico inhoudt op onmenselijke en vernederende behandeling doordat er geen adequate behandeling beschikbaar is in het land van herkomst."

Dat DVZ het rechtzekerheidsbeginsel flagrant schendt!

Het rechtzekerheidsbeginsel houdt in dat de overheid gedane toezeggingen, uitlatingen of gewekt vertrouwen niet beschamen mag ².

Uit al het voorgaande blijkt immers zeer duidelijk dat de fysieke integriteit van verzoeker wel degelijk in gevaar is, indien verzoeker dient terug te keren, bijgevolg dient men de situatie in het land van herkomst te onderzoeken!

Ook het Europees Hof voor de Rechten van de Mens sprak hier zich reeds over uit.

Arrest nr. 33809/08 stelt immers het volgende:

"The Court reiterates that in the circumstances of extradition of expulsion and a claim in conjunction with Article 3 of the Convention, given the irreversible nature of the harm which might occur if the alleged risk of torture or ill-treatment materialised, and the importance which the Court attaches to Article 3, the notion of an effective remedy under Article 13 requires close and rigorous scrutiny of a claim that there exist substantial grounds for believing that there was a real risk of treatment contrary to Article 3 in the event of the applicant's expulsion to the country of destination, and a remedy with automatic suspensive effect (for recapitulation of the relevant case-law."

Uw Raad sloot zich hierbij aan. Onder andere in arrest nr. 113 706 van 12.11.2013:

"Het onderzoek van het ernstig karakter van een middel kenmerkt zich in schorsingszaken door het prima facie karakter ervan. Dit prima facie onderzoek van de door de verzoekende partij aangevoerde verdedigbare grief afgeleid uit de schending van een recht gewaarborgd in het EVRM, moet, zoals gesteld, verzoekenbaar zijn met de eis van daadwerkelijkheid van een beroep in de zin van artikel 13 van het EVRM en inzonderheid met de vereiste tot onafhankelijk en zo nauwkeurig mogelijk onderzoek van

elke verdedigbare grief Dit houdt in dat, indien de Raad bij dit onderzoek op het eerste zicht vaststelt dat er redenen voorhanden zijn om aan te nemen dat deze grief ernstig is of dat er minstens twijfels zijn over het ernstig karakter ervan, hij in deze stand van het geding het aangevoerde middel als ernstig beschouwt. Immers, de schade die de Raad toebrengt door in de fase van het kort geding een middel niet ernstig te bevinden dat achteraf in de definitieve fase van het proces toch gegrond blijkt te zijn, is groter dan de schade die hij berokkent in het tegenovergestelde geval. In het eerste geval kan het moeilijk te herstellen ernstig nadeel zich voltrokken hebben, in het tweede geval zal ten hoogste voor een beperkte periode de bestreden beslissing zonder reden geschorst zijn. "

Dat dit in casu het geval is. De medische aanvraag van verzoekers werd immers nooit uitgebreid en zorgvuldig onderzocht.

Dat de veiligheid van verzoeker gegarandeerd dient te worden.

Het feit dat verwerende partij desondanks de situatie in het land van herkomst weigert te onderzoeken, maakt een flagrante schending uit van het zorgvuldigheidsbeginsel en het redelijkheidsbeginsel !

Verzoekers begrijpen niet waarom men weigert rekening te houden met ALLE elementen en het geheel van elementen die zij aanhalen in hun verzoekschrift.

Dat dit alles een schending is van de wet van 29.07.1991 namelijk een schending van de motiveringsplicht.

De bestreden beslissing schendt aldus, door geen rekening te houden met de gegevens vermeld in de bijlagen en de aanvulling, de motiveringsverplichting in de zin van de wet van 29 juli 1991 en bovendien ook het redelijkheidsbeginsel en zorgvuldigheidsbeginsel."

Dat de beslissing van DVZ dan ook onterecht genomen werd en zij de motiveringsplicht flagrant schendt.

Artikel 3 van de wet van 29 juli 1991 schrijft voor dat de opgelegde motivering in de akte de juridische en feitelijke overwegingen moet vermelden die aan de beslissing ten grondslag liggen.

Tevens dient, naar luid van hetzelfde artikel de motivering 'afdoende' te zijn.

De motivering moet pertinent en draagkrachtig zijn.

Dat DVZ op dit vlak dan ook zwaar in gebreke gebleven is.

Dat verzoekers dan ook menen dat hun aanvraag niet op een zorgvuldige wijze werd behandeld.

Dat verzoekers dan ook met aandrang vragen huidige beslissing te willen vernietigen en schorsen omwille van de schending van de motiveringsplicht, het zorgvuldigheidsbeginsel, het redelijkheidsbeginsel en het rechtszekerheidsbeginsel.

[IV Moeilijk te herstellen ernstig nadeel...]

V. DE MIDDELEN TEGEN HET BEVEL

Dat uiteraard het bevel om het grondgebied te verlaten een gevolg is van de negatieve beslissing van zijn aanvraag tot regularisatie.

Dat indien de regularisatiebeslissing wordt vernietigd uiteraard het daaruitvolgende bevel dient vernietigd te worden

Dit werd nog bevestigd in het arrest 96 099 van 30.01.2013 van uw Raad:

'Uit de stukken van het administratief dossier blijkt dat de drie bestreden beslissingen door dezelfde persoon en op dezelfde dag werden genomen, met name 8 augustus 2012, als ook op dezelfde dag ter kennis werden gebracht aan verzoekers, met name 16 augustus 2012, zodat de nauwe samenhang tussen de eerste bestreden beslissing enerzijds, en de tweede en derde bestreden beslissingen, anderzijds, duidelijk blijkt. Gelet op de vernietiging van de eerste bestreden beslissing waarbij de

aanvraag om machtiging tot verblijf in het kader van artikel 9ter van de vreemdelingenwet ontvankelijk doch ongegrond werd verklaard, dienen met het oog op goede rechtsbedeling, de tweede en derde bestreden beslissingen uit het rechtsverkeer te worden gehaald en eveneens te worden vernietigd."

Dat echter nergens vermeld wordt dat dit een gevolg is van de geweigerde regularisatieaanvraag, dat dit op zich reeds een schending is van de motiveringsverplichting van DVZ.

Dat immers de weigering tot regularisatie en het bevel om het grondgebied te verlaten op een en dezelfde dag zijn gegeven.

In arresten 77 128 en 77 130 van uw Raad van 13 maart 2012 oordeelde de algemene vergadering van uw Raad dat een beslissing die bestaat uit twee componenten -enerzijds "een beslissing tot beëindiging van het verblijfsrecht" en anderzijds een "bevel om het grondgebied te verlaten" een beslissing is die één en ondeelbaar is.

Dit betekent dat bij vernietiging van de beslissing ook het bevel dient vernietigd te worden.

Dat de regularisatie of tenminste de weigering ervan dan ook duidelijk aan de basis ligt van het afleveren van het bevel terwijl dit niet in de motivering wordt vermeld.

Dat de motivering van dit bevel dan ook strijdig is met de instructies om het af te leveren en zeker niet afdoende gemotiveerd is aangezien er nergens sprake is van de motivering van de weigering tot regularisatie.

Dat verzoekers dan ook met aandrang vragen huidige beslissingen te willen vernietigen en schorsen omwille van de gebrekkige motivering, onzorgvuldige behandeling en schending van het redelijkheidsbeginsel, het rechtszekerheidsbeginsel en het gelijkheidsbeginsel. »

3. Discussion.

3.1. A titre liminaire, le Conseil rappelle que l'exposé d'un "moyen de droit" requiert de désigner la règle de droit dont la violation est invoquée ainsi que la manière dont elle est violée (en ce sens notamment C.E., arrêt n° 164.482 du 8 novembre 2006).

Or, force est de constater que, s'agissant de l'article 7 de l'arrêté royal du 17 mai 2017, les parties requérantes se bornent à en invoquer la violation, sans exposer en quoi cette disposition aurait été violée par les actes attaqués.

Il s'ensuit que le moyen est irrecevable quant à ce.

3.2. Sur le reste du moyen unique, le Conseil rappelle que la décision attaquée déclare la demande irrecevable, sur la base de l'article 9ter, §3, 5°, de la loi du 15 décembre 1980, au motif que les parties requérantes n'apportent pas de nouveaux éléments par rapport à ceux invoqués dans une demande antérieure ayant abouti à une décision du 25 septembre 2013.

L'article 9ter, § 3, 5°, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'applicable au jour de la décision attaquée, est libellé comme suit :

§ 3. Le délégué du ministre déclare la demande irrecevable :

[...]

5° dans les cas visés à l'article 9bis, § 2, 1° à 3°, ou si des éléments invoqués à l'appui de la demande d'autorisation de séjour dans le Royaume ont déjà été invoqués dans le cadre d'une demande précédente d'autorisation de séjour dans le Royaume sur la base de la présente disposition».

Le Conseil rappelle que dans la mesure où l'avis donné par le fonctionnaire-médecin, dans le cas visé à l'article 9ter, § 3, 5°, de la loi du 15 décembre 1980, rend irrecevable la demande d'autorisation de séjour fondée sur cet article, sans que la partie défenderesse puisse exercer un quelconque pouvoir d'appréciation quant à ce, il y a lieu de considérer que cet avis est indissociablement lié à la décision d'irrecevabilité ainsi prise, dont il constitue le fondement indispensable et déterminant.

Dans le cadre du contrôle de légalité qu'il est amené à effectuer, le Conseil n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle

doit se limiter à vérifier si cette autorité a pris en considération tous les éléments de la cause et a procédé à une appréciation largement admissible, pertinente et non déraisonnable des faits qui lui sont soumis.

3.3.1. En l'espèce, dans son avis du 18 mars 2015, qui fonde le premier acte attaqué, le fonctionnaire médecin a indiqué avoir procédé, à la demande de la partie défenderesse, à la comparaison des documents médicaux produits dans le cadre des demandes du 1^{er} avril 2014 et du 12 août 2014, soit celles qui, considérées ensemble, ont conduit au premier acte attaqué, avec ceux produits dans le cadre de la demande du 5 septembre 2013.

Le fonctionnaire médecin a indiqué que, sur les documents produits à l'appui des demandes du 1^{er} avril et du 12 août 2014, soit les certificats médicaux des 6 novembre 2013, 31 mars 2014 et 31 juillet 2014, il était « *notamment précisé que l'intéressé souffre de psychose, comportement paranoïaque, nervosisme, anxiété, mais que ces symptômes avaient déjà été décrits lors du nouveau diagnostic le concernant. Il n'y a plus eu d'hospitalisation, pas d'avis spécialisé, pas de mesure de protection, pas de modification du traitement (Zyprexa, Sipralexa et Abilify). Les CMT produits confirment donc seulement le bilan de santé établi antérieurement* ».

Le fonctionnaire médecin en a déduit qu'il ressort des certificats médicaux précités que l'état de santé de la troisième partie requérante est inchangé par rapport aux certificats joints à la demande du 5 septembre 2013.

3.3.2. Le Conseil observe que la décision antérieure du 25 septembre 2013 se fondait sur un avis du fonctionnaire médecin du 24 septembre 2013, qui avait conclu, sur la base du certificat médical type du 4 septembre 2013 produit par la troisième partie requérante, que la maladie invoquée ne répondait manifestement pas à une maladie visée à l'article 9ter § 1^{er}, alinéa 1^{er}, qui peut donner lieu à l'obtention d'une autorisation de séjour dans le Royaume. Il a indiqué que la dépression et la psychose décrites ne laissent pas apparaître un risque réel pour la vie ou l'intégrité physique de l'intéressé, que même en l'absence de traitement et quel que soit le pays de résidence, les troubles décrits évoluent normalement spontanément et de manière favorable en quelques mois ; le traitement desdits troubles, au moyen de médicaments, agit seulement sur les symptômes et n'est dès lors pas essentiel ; le risque de suicide est de nature purement spéculative ; et qu'il n'y a donc actuellement aucun risque de traitement inhumain ou dégradant en l'absence de traitement au pays d'origine (traduction libre).

3.3.3. Dans ce qui apparaît comme une première branche du moyen unique, les parties requérantes reprochent essentiellement à la partie défenderesse d'avoir déclaré la demande irrecevable, et donc de ne pas l'avoir examinée plus avant, alors même que la nouvelle demande confirme la gravité de l'état de santé de la troisième partie requérante, tout comme la précédente qui l'avait menée à introduire un recours devant le Conseil, lequel était encore pendant au jour de la rédaction du présent recours.

Le Conseil ne peut que rappeler à cet égard que ladite procédure antérieure est actuellement clôturée par un arrêt dans lequel il a constaté le défaut d'intérêt de la partie requérante et en conséquence, prononcé le désistement.

D'une part, il résulte de ce qui précède que les parties requérantes ne justifient plus d'un intérêt aux arguments liés à l'exercice de leurs droits dans le cadre de la procédure, dès lors que celle-ci est actuellement clôturée.

D'autre part, le Conseil doit rappeler que dans le cadre de la présente procédure, il appartient aux parties requérantes d'établir l'illégalité des décisions attaquées, et non de celle de la décision du 25 septembre 2013, qui ne fait en tout état de cause pas l'objet du recours et dont il peut, à titre surabondant, être relevé le caractère définitif.

Or, les parties requérantes se limitent pour l'essentiel à invoquer que la maladie dont souffre la troisième partie requérante présente, comme par le passé, un caractère de gravité suffisant, faisant notamment état d'épisodes psychotiques graves, avec isolement social, sans toutefois qu'elles fassent apparaître l'existence d'éléments nouveaux par rapport à la demande antérieure.

S'agissant de l'argument selon lequel les certificats médicaux produits à l'appui de la nouvelle demande indiquent que la troisième partie requérante fait encore l'objet d'un traitement plus d'un an après l'introduction de la demande initiale, sans amélioration, le Conseil observe qu'il vise également à

contester *a posteriori* l'appréciation du fonctionnaire médecin ayant conduit à la décision antérieure, le Conseil observant pour le surplus que, si le fonctionnaire médecin avait indiqué que les troubles décrits évoluent normalement de manière favorable en quelques mois, il avait également signalé que cette évolution s'opérait spontanément et qu'un traitement n'était en tout état de cause pas essentiel.

Il se dégage plus généralement de cet avis antérieur que le fonctionnaire médecin remettait plus fondamentalement en cause la gravité de la pathologie invoquée, à tel point qu'un traitement n'était pas jugé nécessaire.

En l'espèce, la simple poursuite du traitement administré lors de la demande initiale, ne peut dès lors être considérée comme un élément nouveau dans le cadre de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980.

3.3.4. Dans ce qui apparaît comme une deuxième branche, la partie requérante reproche à la partie défenderesse de ne pas avoir envisagé une absence de traitement dans le pays d'origine et ses conséquences.

Il convient de rappeler que l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980 envisage clairement différentes possibilités, qui doivent être examinées indépendamment les unes des autres. Concrètement, l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980 implique qu'il y a, d'une part, des cas dans lesquels l'étranger souffre actuellement d'une maladie menaçant sa vie, ou d'une affection qui emporte actuellement un danger pour son intégrité physique, ce qui signifie que le risque invoqué pour sa vie ou l'atteinte à son intégrité physique doit être imminent et que l'étranger n'est de ce fait pas en état de voyager. D'autre part, il y a le cas de l'étranger qui n'encourt actuellement pas de danger pour sa vie ou son intégrité physique et peut donc en principe voyager, mais qui risque de subir un traitement inhumain et dégradant, s'il n'existe pas de traitement adéquat pour sa maladie ou son affection dans son pays d'origine ou dans le pays de résidence. Même si, dans ce dernier cas, il ne s'agit pas d'une maladie présentant un danger imminent pour la vie, un certain degré de gravité de la maladie ou de l'affection invoquée est toutefois requis (cf. CE 5 novembre 2014, n°229.072 et 229.073).

Dès lors que les parties requérantes n'ont pas contesté utilement la décision de la partie défenderesse, se fondant sur l'avis du fonctionnaire médecin, selon laquelle celles-ci n'ont pas présenté d'éléments nouveaux par rapport à la demande initiale, pour laquelle il avait été conclu que la maladie de la troisième partie requérante n'atteint pas en elle-même le degré minimal de gravité requis, le Conseil estime qu'à tout le moins, les parties requérantes ne justifient pas d'un intérêt au développement de la deuxième branche du moyen unique.

3.3.5. Sur la troisième branche du moyen unique, dirigée contre les ordres de quitter le territoire, le Conseil observe que les parties requérantes ne font pas valoir de grief spécifique à leur encontre, et qu'elles se limitent à en revendiquer l'annulation, par voie de conséquence de l'annulation qu'elles sollicitent de la première décision attaquée.

Dans cette mesure, dès lors que le moyen unique est rejeté en ce qu'il concerne la première décision, il n'y a pas lieu d'annuler les autres actes attaqués.

4. Débats succincts.

Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

Le recours en annulation étant rejeté par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La requête en annulation est rejetée.

Article 2

Il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente janvier deux mille dix-huit par :

Mme M. GERGEAY, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

M. A. IGREK, greffier.

Le greffier,

Le président,

A. IGREK

M. GERGEAY